

8ème conférence générale

"GLOBALISATION, COMPETITIVITE ET SECURITE HUMAINE"

Les défis pour les politiques de développement
et le changement institutionnel

Vienne, 11 - 14 septembre 1996

OL E DE EE ALE R DE O E AR DE
E AR C A O DE A R C L E R
LE ROLE DE LA RECHERCHE

Jean-Philippe TONNEAU
CIRAD-SAR
BP 5035
34032 MONTPELLIER
Tél. : 67.61.58.15
Fax : 67.61.12.33
Email : tonneau@cirad.fr

POLITIQUE DE MISE EN VALEUR DES ZONES ARIDES ET PARTICIPATION DES AGRICULTEURS : LE ROLE DE LA RECHERCHE

Jean-Philippe TONNEAU, agro-géographe
CIRAD-SAR, BP 5035, 34090 Montpellier
Tél. 67.61.58.15 - Fax. 67.61.12.23 - Email - tonneau@cirad.fr.

in Association européenne des instituts de recherche et de formation en matière de développement (EADI).
Groupe de travail Aridité et Sociétés. 8ème conférence générale : "Globalisation, compétitivité et sécurité humaine. Les défis pour les politiques de développement et le changement institutionnel. Vienne, 11-14 septembre 1996.

RESUMÉ

La mise en valeur des zones arides est difficile et nécessite des investissements importants que seul l'Etat peut assurer. Ces investissements portent souvent sur de grands programmes d'irrigation. Il se crée ainsi des pôles de développement localisés. Les zones délaissées restent alors vouées à l'élevage extensif ou deviennent des réserves forestières. Certaines politiques d'aménagement du territoire, comme en Tunisie, sont plus originales. Des actions ambitieuses de restauration et de conservation des ressources naturelles sont ainsi conduites. Elles se basent sur la lutte contre l'érosion, grâce à différentes techniques, et sur le reboisement. Elles se retrouvent classées sous le titre générique de "conservation des eaux et des sols". Tout en préservant le capital sol, eau et végétation, ces programmes ont le mérite de redistribuer, au sein des populations rurales, des revenus nés de transferts opérés par l'Etat et liés à la rémunération du travail local, permettant à de nombreuses exploitations de se pérenniser.

La poursuite de ces actions est aujourd'hui liée à leur capacité à susciter un réel développement durable. Aux objectifs d'équilibres sociaux et territoriaux s'ajoutent des objectifs économiques de démultiplication des investissements. Les gouvernements souhaitent que ces programmes aient un réel impact sur l'environnement (et cet impact doit être mesuré en termes de rentabilité économique), permettent une intégration à l'économie nationale par le renforcement ou la création d'activités économiques rentables, et enfin, associent les populations locales à la gestion des aménagements (afin d'en diminuer le coût et d'en garantir la pérennité). Dans cette perspective, une recherche sur les conditions d'implantation de ces programmes devrait permettre d'évaluer l'impact des projets, de définir des produits, des activités et des filières économiques, de tester des méthodes d'animation et de planification participative. Les résultats devraient conduire à une refonte du contenu et de la nature de ces interventions/projets.

L'article présente, en étude de cas, les actions proposées dans le cadre du Projet de Développement Rural Intégré de Siliana (Tunisie).

MOTS CLES

Tunisie, Siliana, Recherche-développement

1. CONTEXTE

11. Les zones défavorisées du Gouvernorat de Siliana.

Le gouvernorat de Siliana se caractérise par une densité de population forte, compte tenu des contraintes climatiques et édaphiques. L'ensemble des terres disponibles est occupé. Une augmentation de la production par des mécanismes de croissance (mise en valeur de zones vierges...) est exclue. La rareté en terre se traduit par un foncier morcelé et des superficies d'exploitation faible (moyenne de 17 ha; 75 % des exploitations ont moins de 10 ha). Cette rareté de la terre agricole est à rapprocher de l'existence d'une forêt domaniale encore importante, en particulier dans les délégations de Kesra, Rouhia et Bargou (21 % de la superficie du gouvernorat).

Depuis 10 ans, au delà des variabilités fortes des productions annuelles, l'essentiel de l'augmentation de la production a été dû au développement de l'irrigation, et à une intensification des techniques culturales dans les plaines céréalières d'El Aroussa-Ouarada, de Gaafour, de Krib, de Robâ-Bargou, de Rohia, domaine de grandes exploitations privées ou publiques.

Mais les sites propices à l'irrigation en périmètres ont été, pour la plupart, mis en valeur. Par ailleurs, les techniques d'intensification (semences améliorées, fumure minérale, désherbage chimique, assolement...), là où elle peuvent être facilement appliquées, sont connues des agriculteurs et relativement utilisées. La culture en sec reste néanmoins toujours sujette aux aléas climatiques. Les productions et rendements peuvent évoluer de 1 à 6 d'une année sur l'autre (2,4 qu/ha en 1988/1989; 19,8 qu/ha en 1990/1991). Enfin, les progrès techniques ont été concentrés géographiquement (plaines) et socialement (grandes et moyennes entreprises).

La grande majorité des populations rurales, sauf celles bénéficiaires de projets d'irrigation, s'est trouvée dans l'impossibilité d'intensifier ses systèmes de production. Pour faire face à l'accroissement démographique, relativement faible¹, mais néanmoins significatif, les exploitations des zones agro-pastorales en dehors du domaine forestier ont été amenées à augmenter la pression sur les ressources naturelles, pression qui s'est traduite de manière classique par une diminution de la fertilité des sols agricoles, le surpâturage, l'accroissement de l'érosion d'origine hydrique.

Ces exploitations sont essentiellement basées sur l'agriculture céréalière en association avec l'élevage extensif. Les parcelles sont situées sur des glacis ou des versants à forte pente. La faible taille des parcelles et leurs formes allongées² obligent à des labours, aujourd'hui mécanisés, dans le sens de la pente. L'érosion a des conséquences importantes sur l'envasement des nombreux barrages de la région. La protection de ces barrages par un aménagement CES est une nécessité. En dehors de ses aspects mécaniques, les sols sont souvent peu adaptés à la céréaliculture, ici aussi sensible à la sécheresse. Les rendements sont généralement faibles à très faibles.

Les exploitations agro-sylvo-pastorales des zones forestières se caractérisent par une très grande dépendance du milieu forestier. Elles sont situées dans les clairières forestières. Ces dernières sont nées du déboisement, réalisé sous le protectorat et accentué pour la production de charbon. La politique de protection des forêts menée par les services forestiers a empêché la poursuite des défriches et a contribué à l'installation d'un système agro-sylvo-pastoral original.

L'agriculture se limite à des parcelles de faible superficie, au sein des clairières. La céréaliculture pour l'auto-consommation domine. L'arboriculture (olivier, figuier, pêcher, pommier) est présente, toujours avec le même souci d'auto-consommation. Cette agriculture connaît les mêmes problèmes que ceux évoqués pour les exploitations agricoles hors zone forestière : fertilité, sensibilité à la sécheresse, risques d'érosion. Néanmoins dans ce dernier cas, les conséquences sont moins graves pour l'environnement : les massifs forestiers empêchent les transits trop importants.

L'alimentation des troupeaux ovins, bovins et caprins (cette dernière espèce est ici beaucoup plus présente) est assurée par le pâturage sur les versants non boisés, sous le couvert forestier et sur la jachère (restes culturaux). Les ressources fourragères et l'état du troupeau dépendent de la pluviométrie.

Une grande partie des revenus est directement liée à l'exploitation de la forêt soit sous forme de produits (romarin, zougou et bois) soit sous forme de contrat de travail fourni à la demande de l'administration (travaux d'infrastructures comme l'ouverture et l'entretien des pistes forestières et de pare feu; coupe des arbres vieilliss ou attaqués; travaux de reboisement et de régénération naturelle de la forêt...).

Les systèmes de production agro-sylvo-pastoraux connaissent un certain nombre de difficultés, surtout dues à l'accroissement de la population. Cet accroissement empêche la poursuite d'une simple exploitation de cueillette des produits forestiers. C'est une véritable gestion de la forêt qu'il faut promouvoir, pour augmenter sa productivité. Cette gestion est actuellement du ressort des forestiers qui ne peuvent, sans une réelle association des populations, l'exercer pleinement. Ainsi, des opérations de coupe et de régénération nécessaires des vieux peuplements sont différées par crainte du surpâturage.

12. Un projet d'investissement pour préserver et augmenter les ressources naturelles disponibles :

Face à ces situations, le *projet de développement agricole et rural intégré du Gouvernorat de Siliana* prévoit des actions de restauration et conservation des ressources naturelles (aménagement des versants, aménagement agro-sylvo-pastoral), de développement hydro-agricole (extension de l'arboriculture, réhabilitation et création de nouveaux périmètres irrigués), de développement de l'élevage et d'amélioration des conditions de vie de la population.

Il s'agit, tout en préservant le capital sol et forêt, par des investissements en CES (Conservation Eau et Sol) et des reboisements, de mobiliser des ressources hydriques (essentiellement par le contrôle des eaux de ruissellement), de créer des ressources supplémentaires, d'abord fourragères mais aussi forestières et enfin de définir des règles de gestion de ces ressources, dans la perspective d'un développement durable.

Dans les situations agro-pastorales hors zones forestières, la maîtrise du ruissellement est prioritaire. L'aménagement de lacs et barrages collinaires permet en effet la mobilisation de ressources en eau, rendant possible l'approvisionnement domestique, l'abreuvement des animaux, la plantation d'arbres fruitiers et l'installation de réserves fourragères.

Les aménagements anti-érosifs, sous leurs différentes formes (terrassement mécanique, terrassement manuel, cuvettes individuelles...) auront pour objectifs de stabiliser les terres et de contrôler les eaux, mais aussi de développer les ressources fourragères (consolidations des ouvrages par la végétation pastorale) et de mobiliser l'eau pour la plantation d'arbres fruitiers. Les nouvelles ressources fourragères et l'augmentation des revenus de l'élevage en découlant, devraient permettre l'amélioration des parcours (par la mise en défens provisoire), la substitution des superficies céréalières par des pâturages pérennes ou de l'arboriculture sur les terres les moins aptes à la céréaliculture. L'augmentation des disponibilités fourragères devraient aussi permettre une intensification des élevages, en particulier l'élevage bovin laitier (amélioration génétique...).

Dans les situations agro-sylvo-pastorales forestières, l'objectif principal est la valorisation du patrimoine forestier. Cette valorisation passera d'abord, selon les situations, par des opérations de reboisement, de régénération et de mise en défens temporaire. Face aux contraintes que pourraient supporter les usagers (surtout en terme de mise en défens temporaire), la fourniture de journées de travail rémunérées, la mise en place d'opérations de CES dans les clairières (avec, ici aussi, consolidation par des espèces fourragères), le financement de pâturages en substitution des superficies céréalières, et surtout la possibilité d'une utilisation plus intensive des ressources de la forêt (bois, romarin, zougou...) seraient autant de compensations.

Dans les deux situations, des actions de diversification pour augmenter les revenus monétaires sont prévues. Elles concernent le développement du petit élevage et de l'artisanat. Par ailleurs, le projet prévoit des actions dans le cadre de périmètres irrigués: réhabilitation et création sur forages.

Le projet, pour sa mise en oeuvre, a retenu une approche participative dans l'exécution de ses deux principales composantes : CES et forestière. "... pour arriver à des résultats tangibles sur le terrain, il est indispensable de faire appel dès le stade d'étude au concours des agriculteurs... la prise en compte systématique de l'avis des agriculteurs, leur participation active aux choix des actions et la création d'une dynamique au sein de la communauté rurale concernée par nos projets devraient constituer l'approche fondamentale à suivre par nos techniciens..." (directeur de la CES, séminaire de Siliana-21/23 juin 1988 in GUITOUNI, 1994). "De part sa conception, cette composante (développement forestier) est largement tributaire de la participation des usagers à la prise de décision, à la supervision des travaux et au suivi des actions par eux mêmes." (CNEA 1994, page 50). " C'est le type de projet à partenaires multiples et à options techniques aussi multiples. Sa réussite est tributaire d'une organisation adéquate, souple et autonome qui doit miser clairement sur la participation des exploitants et de la population " (CNEA 1994, page 56). La création d'associations d'intérêts collectifs (AIC) ou d'associations forestières d'intérêts collectifs (AFIC) est recherchée.

Cette option de base est aussi valable pour les actions liées aux périmètres hydro-agricoles. En effet, les difficultés rencontrées dans les périmètres existants sont largement dues à une déficience organisationnelle: problème d'appropriation de l'eau, organisation pour paiement de l'électricité, entretien du moteur...

13. Des besoins en recherche-développement :

La création d'une unité autonome de gestion, chargée de moduler l'approche en fonction des milieux a été proposée. En sus de fonctions de gestion administrative et financière, de coordination et de programmation, c'est à cette unité que reviendra le choix des méthodologies d'intervention à employer. Elle devra aussi garantir la diffusion de ces méthodologies par des actions de formation. Par ailleurs, elle devra apporter aide et appuis (en mobilisant des compétences) aux différentes équipes responsables de la mise en oeuvre du projet.

L'idée de cette composante était née des enseignements des projets intégrés qui se sont déroulés en Tunisie depuis une dizaine d'années. Ces projets alliaient la réalisation d'infrastructures (routes, périmètres) des actions de conservation des ressources naturelles (CES) et d'actions productives. Les évaluations avaient mis en évidence des difficultés liées à l'intégration des actions dans le temps et l'espace, à la participation des bénéficiaires, à l'insuffisante augmentation de la production. Modifier les méthodes d'implantation des projets semblait nécessaire. Mais les approches proposées restaient insuffisamment testées. L'idée d'un espace d'innovation et d'expérimentation, la recherche-développement, mobilisant les compétences et les moyens nécessaires pour répondre à trois grandes séries de questions, s'est imposée. Un certain nombre de questions se pose en effet.

La première série de questions concerne la pertinence et l'efficacité des actions retenues.

Tout d'abord, quelle est l'efficacité réelle des réalisations de CES, de reboisement, de création de périmètres irrigués ? Quelle est la rentabilité effective des investissements effectués ? Comment juger de leur validité ? Les données techniques, économiques et sociales manquent pour justifier d'investissements importants.

Par ailleurs, les actions retenues par le projet sont essentiellement des mesures conservatoires et visent à une meilleure mobilisation et gestion des ressources naturelles. Sans remettre en cause leur urgence et leur pertinence, ces mesures ne sont que conservatoires et ne pourront susciter un réel développement économique, si les productions restent à vocation d'auto-consommation ou même pour la simple satisfaction du marché régional. Une réflexion plus prospective doit être engagée. Elle passe par l'analyse des conditions d'insertion de l'économie des zones défavorisées dans le cadre plus global du gouvernorat et, au delà, de la Tunisie pour identifier des filières et favoriser l'organisation de circuits de commercialisation. Par exemple, un éleveur de lapins de Sidi H'Mada témoignait de son incapacité à répondre à une demande des hôtels de la région de Hammamet, demande régulière de 50 bêtes/semaine. Cet exemple montre la nécessité de politiques volontaristes de promotion des produits du "terroir", basées sur la qualité et l'authenticité.

Dans le même ordre d'idée, de nouvelles activités, toujours extra-agricoles, devront être recherchées, probablement de tourisme.

La seconde série de questions concerne la capacité du projet (et du CRDA) à mettre en pratique l'approche participative, à favoriser l'émergence de groupements et d'associations de producteurs et à construire de nouvelles relations entre les principaux acteurs du développement. Comment, de manière concrète appliquer cette volonté de participation ? Quel sera le rôle de l'Etat et de ses institutions ? Quelles relations institutionnelles devront exister entre le CRDA et les AFIC, AIC, et au delà avec les autres institutions de service (banque, coopérative...) ou les autres structures qui se mettent en place tels comités local et régional de développement, chambre d'agriculture ?

Ces questions se posent à deux échelles différentes.

Au niveau de l'exploitation et du terroir, les producteurs sont directement décideurs. L'intervention doit surtout aider à la prise de décision individuelle ou collective, en fournissant aux producteurs de l'information technique et économique et en mobilisant les moyens disponibles.

Au niveau régional (district, délégations, gouvernorat), l'action à mener se pose en terme de planification. Comment les besoins des producteurs peuvent-ils être pris en compte dans le cadre de politiques agraires ? Comment peuvent-ils être exprimés (problème de représentativité), défendus (problème d'organisation de type syndicale), confrontés aux contraintes de l'environnement économique et sociale et aux impératifs de "l'intérêt collectif" ? Comment peuvent-ils influencer sur la définition des politiques agraires ?

La troisième série de questions pose le problème de la réponse technique aux besoins qui sont ou seront identifiés. Selon les cas, il y a manque de références techniques, adaptées à la zone, et prenant en compte la diversité des situations physiques et sociales ou insuffisante diffusion de ces références.

Face à ces questions, une *recherche sur les conditions d'implantation de projets de développement* devrait aborder :

- . le suivi-évaluation destiné à mesurer l'efficacité des actions et de leur impact.
- . l'exécution d'opérations pilotes où une démarche de développement local serait testée, sans préjuger des actions à mener, celles-ci devant être décidées après une première phase de diagnostic et d'élaboration concertée de projets. Partie ou totalité de ces opérations pilotes seront réalisées grâce au concours d'organisations non gouvernementales.
- . la recherche d'accompagnement agronomique qui se préoccupe :
 - * de l'élaboration de règles de gestion des moyens de production (au niveau de l'exploitation) et des ressources naturelles (au niveau des terroirs agricoles ou forestiers).
 - * de l'adaptation ou de la diffusion de référentiels techniques, plus thématiques (calibrage des ouvrages de CES, normes de fertilisation, sélection d'espèces et variétés fruitières...).
- . la planification au niveau des districts, se basant sur le dialogue entre les différents acteurs et la négociation à partir de notes et de documents de synthèse sur les potentialités de la zone, les opportunités économiques (marché...) et les résultats obtenus par le projet.

2. CONTENU DES ACTIONS RECHERCHE/DEVELOPPEMENT :

21. Un système de suivi-évaluation :

Un système de suivi-évaluation a pour objet la mesure de l'efficacité des investissements réalisés par un projet. L'objectif est de modifier, si besoin est, les pratiques opérationnelles du projet. La conception du suivi-évaluation est basée sur l'hypothèse que la prise de décisions est liée à la disponibilité en informations.

On distingue communément deux actions : le suivi et l'évaluation.

Le suivi consiste à analyser la réalisation du projet par rapport à sa programmation, prévisions basées sur des normes techniques et sur une évolution dans le temps et l'espace. On suit le projet en se plaçant du point de vue de l'administration.

L'évaluation est plus complexe. Elle veut mesurer l'impact du projet sur le milieu, compris dans un sens très global.

Les indicateurs de suivi :

Les indicateurs de suivi sont définis pour chaque action. 5 types d'indicateurs sont considérés :

- . des indicateurs de réalisation qui mesurent les écarts par rapport au programme et qui essaient d'en expliquer les raisons.
- . des indicateurs d'efficacité, par exemple : rendements comparés entre zones traitées en CES et autres, taux de remboursement de crédits...
- . des indicateurs d'impacts : combien de bénéficiaires potentiels sont-ils réellement touchés par le projet,
- . des indicateurs de satisfaction des bénéficiaires à la fois par rapport à la nature et à la qualité des prestations, mais aussi par rapport à la satisfaction de la demande.
- . Des indicateurs de coûts, qui mis en relation avec les autres indicateurs vont permettre l'analyse économique et financière.

Les indicateurs de réalisation et de coûts sont obtenus essentiellement par le moyen des rapports d'activité. Les indicateurs d'efficacité et de satisfaction des bénéficiaires doivent faire l'objet de mesures spécifiques et d'enquêtes.

Les indicateurs d'évaluation:

Ils sont plus difficiles à définir. Ils doivent permettre d'apprécier l'effet qu'a pu avoir une action sur l'environnement au sens large (physique, économique, social, politique...). Ils s'appuient essentiellement sur la comparaison de deux situations : une situation ex-ante et une situation après intervention. La situation ex-ante est une situation de référence qu'il faut décrire dans sa complexité et sa diversité.

Deux difficultés majeures se présentent :

- . Les "situations" touchées par le projet sont complexes (le physique, le social et l'économique sont intégrés) et multiples (différents niveaux d'échelles : la parcelle, le troupeau, l'exploitation, le bassin versant, le terroir villageois...). Les outils de caractérisation de ces situations doivent être pluridisciplinaires tout en restant simples.

- . L'évolution des situations ne dépend pas seulement de l'action du projet. Il est parfois difficile de déterminer ce qui est réellement dû à cette action.

La démarche est organisée autour de la caractérisation de trois éléments :

- . une situation de départ,
- . des actions,
- . la situation après l'intervention, pour identifier les modifications survenues. C'est par rapport à ces modifications que peut se mesurer l'efficacité de l'action.

Mais, pour éviter la dispersion (volonté d'analyse exhaustive, impliquant une collecte de données trop nombreuses et difficiles à gérer), la première étape sera consacrée à la caractérisation précise des actions du projet. Pour chacune des actions cette caractérisation consistera à :

- . identifier le problème auquel l'action veut remédier,
- . expliciter l'objectif de cette action, c'est-à-dire l'hypothèse de résolution du problème identifié.
- . déterminer les conditions de réalisation de l'action. Cette action sera implantée et aura une continuité dans le temps si un certain nombre de préalables sont remplis: ressources physiques, matériel, capital, savoir faire, formation, maintenance.... Ces préalables doivent être identifiés.
- . préciser les résultats attendus, en terme technique, économique et social.

Cette description devrait permettre à la fois de mieux programmer les actions (choix de site et de bénéficiaires présentant des garanties de réalisation satisfaisantes) et de choisir des indicateurs de suivi capables de comparer résultats attendus et obtenus.

La caractérisation des actions permettra aussi de définir sur quelles "situations" l'action va porter et qu'il faudra donc décrire : parcelle, troupeau, bassin versant, exploitation, terroir villageois... Chacune des situations retenues devra faire l'objet d'une description générale succincte et d'une description spécifique à l'action entreprise. La description générale sera normalisée. Elle permettra la constitution d'une banque de données, améliorant la connaissance de la région.

Le système de suivi-évaluation, mis en place dès le début du projet, doit être efficace donc rechercher la simplicité. La précision des données, les périodicités de recueil seront définies à partir des produits attendus et surtout en prenant en compte les capacités de traitements informatiques, statistiques et géographiques.

22. Des opérations pilotes :

Les opérations pilotes, en nombre limité, font référence à la notion de projet, compris ici comme la réponse organisée aux besoins ressentis des populations locales. Cette conception fait directement référence aux théories du Développement Local qui insiste à la fois sur le rôle des populations locales (dès la conception et la programmation des actions) et sur l'importance des relations contractuelles entre organisation de producteurs et institutions de l'Etat ou privées.

Si la gestion des ressources naturelles et leur aménagement restent prioritaires, les actions menées doivent viser à un développement durable qui passe par une augmentation de la production et un accroissement des revenus des bénéficiaires. Dans cette perspective, c'est l'ensemble des acteurs, vivant sur un espace donné qui est intéressé. Ce projet doit en particulier tenir compte des aspirations des femmes et des jeunes en phase d'installation.

La démarche s'organise autour des étapes suivantes :

. la réalisation d'un diagnostic de situation avec les villageois :

Le diagnostic s'appuie sur l'analyse de l'agriculteur, de sa vision, de sa perception de la réalité. Il cherche, avant tout, à déterminer les logiques des acteurs, à mesurer les dynamismes. Son champ d'étude concerne la population et l'organisation sociale, le milieu naturel, les exploitations familiales, les relations avec l'extérieur.

Le "produit" du diagnostic est constitué :

- de cartes de classement des terres, des aptitudes culturelles, d'occupation actuelle, en précisant dans le cas de végétation naturelle, l'état de dégradation des ressources.
- un parcellaire
- une typologie de producteurs qui les classifie en fonction de leurs moyens de production mais aussi de leurs projets productifs.
- une liste de questions à résoudre et de potentialités à mettre en valeur, hiérarchisées selon leur importance et organisées en fonction des diversités du milieu et des groupes sociaux.

. l'élaboration de "plans individuels de développement" pour chacune des exploitations présentes dans la zone :

L'objectif des plans de développement individuels est de définir en partant des besoins de l'agriculteur, de ses ambitions, des potentialités et contraintes de son outil de production actuel (foncier, superficie, qualité et productivité des terres, capital, force de travail...etc), des objectifs de production (type d'activités et quantité), échelonnés dans le temps et pensés en fonction de l'espace (assolement, rotations etc...). L'élaboration de ces plans nécessite une phase de caractérisation de l'exploitation et une phase de discussion avec le chef d'exploitation et les membres de sa famille. Une attention particulière dans cette discussion sera donnée aux projets des femmes et des jeunes filles, et des jeunes, en phase d'installation.

. la discussion grâce à des groupes d'intérêts d'un projet collectif :

Pour chacun des grands problèmes techniques et économiques identifiés par le diagnostic, des groupes d'intérêts sont organisés. Les thèmes abordés peuvent être variés : approvisionnement en intrants, expérimentations techniques, crédit, possibilités de diversification, commercialisation...

Le groupe d'intérêt est un lieu de réflexion-dialogue entre producteurs et intervenants techniques (services, ONG, privés) et est un véritable organe de programmation :

- il affine dans un premier temps la connaissance du thème donné, en intégrant par exemple la diversité des situations.
- il analyse ensuite les solutions potentielles, d'abord celles existant au sein de la communauté : leurs dynamiques, leurs résultats, les difficultés pour leur application et leur généralisation. Puis, il recherche les solutions potentielles en dehors de la communauté : autres expériences, recherche, bibliographie.
- il définit un programme d'action qui prévoit des actions expérimentales, de développement stricto sensu, de sensibilisation (les visites à d'autres expériences ou inter-villageoises seront systématiquement utilisées), de formation. **La formation pour les agriculteurs sera directement liée au programme d'activités.**

Les objectifs essentiels sont de développer la concertation entre intervenants et acteurs locaux, pour aboutir à **une réelle participation de ceux-ci à la réalisation des actions de développement** (aux stades d'identification, de réalisation, de suivi et de bilan)

. l'élaboration du projet et sa représentation par un schéma d'aménagement directeur :

Ce projet est une synthèse et un compromis des aspirations individuelles, des impératifs physiques et financiers et de "l'intérêt général" (protection des ouvrages hydrauliques, maintien des massifs forestiers...), représenté par l'administration.

Pour chacune des zones homogènes, à partir des dynamiques actuelles, des aspirations des populations, des possibilités techniques et en investissement, il s'agit de définir, toujours en concertation avec les populations, de grandes orientations d'affectation : réserve foncière, zone d'agriculture pluviale, agriculture irriguée, parcours, etc., puis de préciser les actions à entreprendre pour garantir la pérennité de ces affectations: CES, aménagement parcours, reboisement, intensification de l'agriculture, périmètres irrigués... Il s'agit aussi de déterminer les règles de gestion nécessaires à la mise en place de ce schéma d'aménagement (règles de gestion des parcours forestiers, affectation des terres, etc.).

Le schéma est représenté cartographiquement. La carte deviendra le document de références de l'ensemble des actions du projet.

Mais au delà de cette approche de gestion des terroirs, le "projet villageois" pourra aborder d'autres thèmes liés au développement des activités d'élevage (lait et viande d'embouche), à la mise en marché (transformation et la commercialisation).

. la structuration du monde rural :

Les organisations pouvant apparaître à l'issue de ce travail sont de deux types. Tout d'abord une AIC chargée de la gestion des ressources naturelles. Celle-ci accompagnerait la réalisation des aménagements et devrait susciter et développer les actions communautaires, servir de lien entre les villageois et les intervenants, garantir le respect des règles de gestion des ressources naturelles édictées et organiser périodiquement avec les intervenants une évaluation des activités.

D'autre part, les groupes d'intérêts pourraient se transformer progressivement en groupements économiques pour répondre aux besoins d'organisation identifiés lors des discussions.

. un suivi des actions et des évolutions

Il s'agit d'une actualisation de l'analyse des situations agricoles permettant à la fois les corrections du schéma d'aménagement et la systématisation des expériences en vue de leur diffusion.

23. La recherche d'accompagnement :

La nécessité d'actions de recherche d'accompagnement part de la constatation du faible taux de diffusion, auprès du paysannat traditionnel de la région de Siliana, des innovations techniques produites par la recherche. Les explications proposées sont diverses. Les premières mettent en avant des problèmes de simple diffusion. Certaines avancent que l'application des technologies dépend de mesures d'accompagnement : vulgarisation, formation, crédits. D'autres insistent sur le fait que la recherche a toujours visé l'optimum agronomique, en négligeant les étapes de transition et les conditions de gestion des moyens de production. D'autres encore développent l'idée que les zones marginalisées et les paysannats n'ont pas fait l'objet de recherches spécifiques, prenant en compte leurs réels besoins.

L'objectif de l'axe "recherche d'accompagnement" sera donc de proposer au plus grand nombre possible d'agriculteurs, des *technologies utilisables*, en identifiant les besoins, en mobilisant les résultats existants, en proposant des politiques d'accompagnement, en définissant des stratégies de modernisation, dans le temps et l'espace, et en suscitant des axes de recherche.

Les produits consisteront en des :

- règles de gestion des moyens de production (au niveau de l'exploitation) et des ressources naturelles (au niveau des terroirs agricoles ou forestiers).
- référentiels techniques, plus thématiques (calibrage des ouvrages de CES, normes de fertilisation, sélection d'espèces et variétés fruitières...).

Pour réaliser ce programme, la démarche proposée passera par :

- l'analyse des besoins. Une première sélection des thèmes a été réalisée, à partir des connaissances des acteurs. Cette identification des besoins s'enrichira au fur et à mesure du déroulement des actions du projet.
- l'analyse de l'offre : il s'agira ici de faire un gros effort de recherches bibliographiques sur documents publiés à partir de travaux effectués en Tunisie et ailleurs. Cette recherche sera complétée par une analyse des conditions d'implantation, et une évaluation a priori des résultats attendus. Cette analyse devrait permettre de préciser des axes de recherche, des publics cibles et des localisations d'expérimentations.
- la mise en place d'actions de recherche. Ces actions seront de deux types. Le premier type est l'analyse in situ des pratiques des producteurs pour caractériser les contraintes et les potentialités des systèmes de production. Elle est appelée communément recherche-système. Il s'agira en fait d'élaborer des références techniques, comprises comme la description d'une technique et de ses résultats dans un environnement donné. De manière plus classique, des expérimentations pourront être mises en place. Pour atteindre ces objectifs, la recherche-développement dispose d'une gamme d'instruments allant de l'expérimentation en milieu contrôlé aux tests en milieu paysan. Chacun des essais menés, fera l'objet d'un suivi technique et économique, spécifique au thème abordé.

La recherche d'accompagnement a pour finalité le **conseil technique** aux producteurs. Ce conseil pourra être individuel ou collectif. Dans le premier cas, le conseil s'appuie sur les résultats qui sont discutés et adaptés par le technicien et l'exploitant aux conditions de l'exploitation. Le conseil individuel a l'inconvénient d'être cher et parfois élitiste.

Le conseil collectif s'appuie sur des travaux en groupe restreint (7 à 10 agriculteurs) dénommés **"groupes de références"**.

Les groupes de références veulent contribuer à "diffuser" les informations. Ils regroupent les producteurs dont les pratiques et situations sont semblables. Chaque groupe s'organise autour des résultats obtenus dans l'exploitation d'un des membres. Les résultats sont périodiquement présentés à l'ensemble du groupe. Ils permettent la comparaison des pratiques du producteur suivi avec celles des autres producteurs du groupe. Le problème de gestion différenciée de ressources identiques est posé. L'analyse des raisons avancées et leur discussion permettent d'améliorer "la capacité de gestion" de l'ensemble du groupe.

24. Des instruments de planification agricole régionale :

La planification agricole doit permettre de caractériser des objectifs de développement, des contenus, des bénéficiaires, des organisations. Le travail doit être à la fois technique (mobilisation et traitement de données) mais aussi institutionnel. En effet, les choix retenus de planification concertée oblige à l'organisation d'un dialogue institutionnel autour de données et de documents de synthèse sur les potentialités de la zone, les opportunités économiques (marché...) et les résultats obtenus par le projet. En ce sens, cette action intègre l'ensemble des données existantes et celles produites par le projet (suivi-évaluation, analyse filière...).

Les actions de planification au niveau régional s'appuieront sur une démarche en trois étapes : collecte des données, synthèses et propositions, diffusion de l'information et négociation.

La collecte des données consistera en des études. Elles seront d'abord destinées à favoriser l'implantation des composantes techniques : études préalables pour garantir les besoins d'intégration et de participation, mais aussi études réalisées à la demande pour éclairer les difficultés, d'ordre technique ou social, surgissant dans l'exécution de ces composantes.

D'autres études seront plus prospectives. Elles viseront à déterminer le cadre général. C'est, en fait, un diagnostic régional privilégiant le pilotage par le marché. L'analyse du marché, dans sa diversité et sa segmentation, en essayant de définir les perspectives d'évolution, est le premier pas. Le second est l'analyse des conditions de la production actuelle (qui répond à la demande de marché ?) et potentielle (quels sont les avantages comparatifs de chaque situation ?). Cette analyse des "conditions de la production" prend en compte les ressources naturelles (disponibilité et qualité), les structures sociales (appropriation des moyens de production et organisation), les savoir-faire, les services et, enfin, la localisation.

Les évolutions rapides des situations, le caractère permanent du changement, conduisent à développer le concept d'observatoire, associant SIG et banques de données.

Dans ce cadre, une attention particulière sera donnée à l'identification des filières.

L'utilisation des données : des commissions de planification

La planification ne peut être une démarche technologique. Elle doit être le fruit d'un dialogue entre les différents acteurs : producteurs, commerçants... état et bailleurs de fonds. Des documents de synthèse seront discutés au moyen de "forum", regroupant les différents acteurs intéressés. Les résultats de ces discussions seront avalisés par les Commissions locale et régionale de développement. Ces actions doivent s'inscrire dans une réflexion plus globale, que mène le Ministère du Développement Economique et Social, tant au niveau régional que national.

3. CONCLUSION : GESTION DE L'INFORMATION ET INNOVATIONS INSTITUTIONNELLES

L'ensemble des activités proposées doit démarrer à la fin de l'année 1996. La validité de la démarche reste à prouver. Mais au delà de la capacité à produire des innovations techniques et organisationnelles, la réussite du projet sera liée à la diffusion et à la valorisation des résultats en terme de politiques agraires, d'aide à la décision des différents acteurs paysans mais aussi entrepreneurs et décideurs politiques.

C'est, en fait, la gestion de l'information qui sera déterminante. Le terme de gestion de l'information est entendu comme une succession d'actions visant à la mobilisation de l'information existante, la création spécifique d'information (par enquête, expérimentation, expérience, analyse et suivi), le traitement de cette information pour la rendre compréhensible (critères de simplicité, cohérence, clarté) et la diffusion aux différents acteurs que sont les producteurs, les responsables des composantes du projet, les grandes agences de service (banque, recherche, développement) et les décideurs politiques.

L'importance d'outils de synthèse et d'intégration n'est plus à démontrer. C'est une demande générale qui dépasse le simple développement. Mais ces outils doivent être au service d'animateurs qui, aux niveaux local, régional et des états, les feront vivre en créant bien souvent les conditions du dialogue social.

Hommes de dossiers et de techniques, ils doivent être aussi hommes de contacts humains et de convivialité. Ils doivent mettre les acteurs en présence, les préparer à accepter la discussion et les compromis et, tout à la fois, proposer les dossiers techniques et administratifs susceptibles de garantir l'accord, mais ne peuvent souvent exister que grâce à cet accord. Ambiguïté du rôle qui exige habileté, présence et discrétion.

C'est l'absence "d'animation", tout autant que de méthode, qui empêche la décentralisation et le dynamisme économique régional.

Cette animation doit se traduire par des pratiques institutionnelles nouvelles, associant producteurs individuel, organisations de producteurs, collectivités locales, Etat et institutions de service.

Organiser le débat d'idées et plus encore trouver les mécanismes, probablement contractuels, de travail permettant d'associer dans une même dynamique de développement les différents acteurs sera l'enjeu de ce programme.

BIBLIOGRAPHIE

ABDERRAZAK Mejri

La filière de viande d'animaux de boucherie dans le Gouvernorat de Siliana.

Approche socio-économique et sanitaire

Thèse pour l'obtention de doctorat en médecine vétérinaire

1994 - 73 pages + annexes.

Ministère du Plan

Institut National de la Statistique

Recensement général de la population et de l'habitat - 30/03/84

Gouvernorat de Siliana - 123 pages - Tunis

Enquête nationale population emploi 1989

Gouvernorat de Siliana - 46 pages - Tunis.

CNEA

Projet de développement agricole et rural intégré du Gouvernorat de Siliana.

- rapport général sept. 94 - 70 pages + cartes

- annexe 1 : Développement agricole - sept. 94 - 95 pages + appendice

- annexe 2 : Restauration et conservation des ressources 109 pages

- annexe 4 : Evaluation socio-économique - 42 pages.

GUI TOUNI FREDJ

Evaluation de l'approche participative "contrat programme" testée par le CRDA de Siliana.

Rapport provisoire - 82 pages + annexes.

- IRA

- Institut Sylvo-pastoral de Tabarka

- CRDA Siliana

- Ecole Supérieure d'Agriculture de Mograne

- Laboratoire population environnement 55 pages

- ORSTOM Tunisie

Dynamique des sociétés rurales et évolutions des milieux naturels en Tunisie

Synthèse du programme

Atelier de présentation des résultats (Sidi Thabet 9-10/01/95)

Ministère de l'Agriculture

Direction de la CES

CHENNOUFI A.

HASSAYNIA J.

LAAJILI H.

Développement d'une méthodologie d'élaboration des projets

d'aménagement anti-érosif basée sur la participation des populations

Rapport de consultation - juin 1994 - 84 pages.

Ministère de l'Agriculture
DG/POIA

Résultats de l'enquête sur l'occupation des sols
Octobre 1992 - 23 pages.

CRDA Siliana
Arrondissement Etudes et Statistiques

Enquête agricole de base
1991 - 11 pages + annexes

YAKOUBI Mohamed

Le secteur agricole du Gouvernorat de Siliana
Bilan - Diagnostic CRDA
Avril 1991 - Siliana - 30 pages

SGHAIER Abda

La céréaliculture et les perspectives de développement du sous-secteur
dans le Gouvernorat de Siliana.
1992 - 36 pages.
Ecole Supérieure d'Agriculture de Mograne.

Direction de la CES
Ministère de l'Agriculture

Stratégie nationale de la conservation des eaux et du sol
(1990 - 2000).
Décembre 93 - 29 pages + annexes.

CRDA Siliana

Plan directeur de l'eau potable rurale au gouvernorat de Siliana
Octobre 1993 - 10 pages + annexes

EL HASNI KOUSSE
RADHOUANI ALI

Conservation des eaux et du sol
Etude de projets d'aménagement de bassins versants.

H. CAMUS, A. SMAOUI,
N. GUIGUEN, M. BEN YOUNES

Etude du lac collinaire de Sadine.
Installation et premiers résultats
Octobre 1992 - 43 pages.

Ministère de l'Agriculture

Budget économique 1993
Agriculture, pêche et industries agro-alimentaires.
Novembre 1992 - 79 pages + annexes

Office DEV Sylvo Pastorale du NO

Le développement des zones de montagne des propositions variées en
fonction des situations socio-économiques existantes.

GUITOUNI FREDJ

Evaluation de l'approche participative "contrat programme" testée par
le CRDA de Siliana
Rapport provisoire 82 pages + annexes

CNEA

Projet de développement agricole et rural intégré du Gouvernorat de
Siliana - Rapport général septembre 94. 70 pages + annexes.

Notes :

1. Le taux d'accroissement naturel a probablement été compensé par une forte émigration
2. Une telle division garantissait l'accès aux terres plus riches d'aval.